



Aymeric GIVORD

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 27 JUIN 2026

Bisesero : un crime qui ne s'efface pas

Il y a des crimes que le temps n'efface pas. Et il en est qu'un État peut tenter d'enfourer sans jamais parvenir à les faire disparaître. Bisesero est un de ces crimes.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Fin juin 1994, le génocide des Tutsi au Rwanda dure depuis près de trois mois. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont déjà été exterminés. Dans les collines de Bisesero, quelques milliers de survivants résistent encore. Ils sont traqués comme du gibier. Ils fuient. Ils meurent.

Des journalistes alertent des militaires français le 26 juin. Des commandos de l'air rencontrent des Tutsi traqués le 27. Puis les abandonnent.

Pendant quatre jours l'extermination continue. Quatre jours pendant lesquels des militaires français savent. Quatre jours pendant lesquels des responsables militaires disposent d'éléments précis sur l'extermination en cours des survivants.

Depuis des années déjà, les autorités françaises soutenaient la guerre du régime rwandais contre « *les forces tutsies* ». Elles savaient que leurs alliés voulaient « *liquidier* » tous les Tutsi.

Deux jours après le début du génocide, le Front patriotique rwandais (FPR) s'attaque aux tueurs de l'armée rwandaise et aux milices. Il progresse. Et cette progression devient, pour certains responsables français, une obsession stratégique.

Présentée par le récit officiel comme neutre et humanitaire, l'opération Turquoise dissimule une autre réalité. Une opération qui vise à soutenir le gouvernement génocidaire et à lui éviter une défaite militaire.

Le colonel Rosier, commandant des forces spéciales françaises, s'entretient avec les organisateurs de la tuerie – ministres, préfets, bourgmestres et chefs militaires – en particulier le colonel Nsengiyumva chargé de ratisser le secteur de Bisesero « *qui est devenu un sanctuaire du FPR* ». Invoquant la neutralité, Rosier refuse de désarmer les miliciens.

Le 27 au soir, informé de la reconnaissance à Bisesero, il décrit les derniers Tutsi traqués comme des « *combattants infiltrés* ». Comme une menace. Comme des ennemis. Il le fait dire à la télévision sur TF1 et France 2. L'inversion est monstrueuse.

Le 28, il met en scène le sauvetage par hélicoptère de religieuses qui ne craignaient plus rien puisque des militaires français logent dans leur école. Ces mêmes hélicoptères auraient pu sauver là-haut dans la montagne les derniers Tutsi que des hordes de miliciens massacrent sous les yeux des soldats français qui observent à la jumelle. Il est filmé réagissant par l'indifférence quand un sergent lui raconte la rencontre des commandos de l'air la veille avec les survivants tutsi à Bisesero.

Rosier est averti par un rapport de situation de l'armée rwandaise (cote D5023) que l'opération militaire interrompue le 27 reprendra le 29. Il s'agit de la poursuite du ratissage des « *infiltrés du FPR* » dans le secteur de Bisesero. Ce 29 juin, pendant la visite du ministre François Léotard, le massacre des Tutsi se poursuit dans la montagne et les militaires français expliquent que ce sont les rebelles du FPR qui coupent en deux la zone gouvernementale.

Le 30 juin 1994, ce n'est pas la hiérarchie qui ordonne de secourir les victimes du massacre. Ce sont des journalistes et certains militaires français refusant d'être complices une fois de plus.

Il n'y a pas eu seulement refus de porter secours. Il y a eu une opération de tromperie visant à transformer les victimes en massacreurs. Il y a eu alliance avec les tueurs, militaires, miliciens ou paysans hutu qui passaient devant les Français pour aller massacrer. Il y a eu entente en vue de continuer le génocide. En résumé, une complicité active.

Malgré cela, la justice française décide de clore par un non-lieu l'instruction des plaintes déposées en 2005 par six Rwandais dont trois survivants de Bisesero. Pour eux, justice n'a pas été rendue.

Jacques Morel et **Aymeric Givord**, administrateurs du site <https://francegenocidetutsi.org/>.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.